

a incorporé dans le réseau différentes lignes l'une après l'autre. Actuellement, seul le chemin de fer Grand-Tronc n'en fait pas partie. Au sujet de ce chemin de fer, l'expertise qui a suivi son acquisition par l'Etat continuait encore au moment de mon départ d'Angleterre dans l'été de 1921. A ce moment-là, il fallut s'occuper immédiatement de la question de l'élection, et pendant la campagne personne n'a suggéré qu'on aurait dû procéder à la fusion qui constituait l'acte final à accomplir. On a attendu le verdict du peuple. Mais l'intention de l'ancien cabinet, comme en fait foi la loi adoptée par la Chambre, est bien évidente. Or, réaliser ce que propose le discours du trône n'est rien autre chose que de mettre à exécution ce qui est déjà inscrit dans nos lois. De nouveau, j'espère qu'il s'agit de réunir tous nos chemins de fer en un seul, afin de profiter des avantages de la coordination et de l'unification. Je ne veux pas dire par là qu'il ne peut pas y avoir une certaine mesure de surveillance locale qui est essentielle à une parfaite administration. Sur l'avis des meilleurs experts qu'on pouvait consulter dans le bureau de direction du réseau national, j'ai moi-même déclaré que c'était là la politique de l'ancien gouvernement, laquelle était recommandée par les administrateurs.

Avec l'achat du Grand-Tronc et la coordination de toutes les lignes possédées par le peuple du pays en un seul réseau, il devrait y avoir ce qu'on nomme des divisions générales ou grandes divisions au moyen desquelles on peut obtenir une certaine mesure de surveillance locale des lignes sans diminuer les avantages de l'unification.

Toutes ces choses sont parfaitement consécutives, mais l'unification doit exister. Il ne doit y avoir qu'un seul système; deux ne sauraient subsister. L'ancien gouvernement a observé ce principe et l'a mis à exécution en grande partie; tout ce qui reste à faire est d'amalgamer le Grand-Tronc. C'est ce qu'il faut faire. Puisse ce paragraphe du discours du trône signifier qu'on agira dans ce sens sans délai et si le Gouvernement agit ainsi, il aura l'appui de tous ceux qui siègent à mes côtés au Parlement. Je crains cependant que si le Gouvernement tente cette démarche il aura des difficultés à rencontrer chez ses amis ou les honorables députés qui appuient le Gouvernement auront des difficultés à rencontrer chez leurs électeurs.

Je vois en face de moi d'honorables députés qui se sont engagés vis-à-vis de leurs électeurs à suivre une politique diamétralement opposée. Je vois en face de moi

ceux qui se sont engagés, non pas à unifier les chemins de fer nationaux, mais à les séparer; non pas à tenir les chemins de fer nationaux en dehors de la politique, dirigés par un bureau d'affaires et entièrement soumis à ce bureau, mais à amener certaines sections de ces chemins de fer sous une direction politique comme elles l'ont été depuis plusieurs décades. Je vois devant moi ceux qui sont opposés à maintenir la nationalisation et l'exploitation par l'Etat. Que dis-je, les plus fervents ennemis de cette nationalisation sont dans les rangs du Gouvernement. Je sais que le premier ministre a déclaré, et je vois une allusion à ceci dans le discours du trône, qu'un essai loyal serait fait de la nationalisation et de l'exploitation par le pays, mais, pour ma part, j'exprime des craintes touchant la loyauté d'un essai fait par ses ennemis les plus invétérés. Je crains que les honorables députés de la droite ne désirent pas voir le succès couronner cet essai. Je sais qu'il existe des députés élus pour appuyer le Gouvernement qui se sont déclarés en principe opposés à l'exploitation par le Gouvernement non seulement des voies ferrées, mais de quoi que ce soit, et qui se sont engagés vis-à-vis leurs commettants à faire tout en leur pouvoir pour faire suspendre aussitôt que possible l'exploitation par le Gouvernement. Je sais qu'il en est qui déclarent non seulement que nous n'aurions jamais dû acheter ces voies ferrées, mais que maintenant qu'elles sont achetées le mieux que nous puissions faire est de nous en débarrasser au plus vite. D'aucuns voudraient les passer au Pacifique-Canadien—et il en est même de ceux-là que je vois à la droite, appuyant le Gouvernement. D'autres voudraient les vendre un dollar tant ils y tiennent peu.

Un DEPUTE: Très bien, très bien.

Le très hon. M. MEIGHEN: L'honorable député de la droite trouve cela très bien, mais on va cependant lui demander d'appuyer ce qu'on nomme un essai loyal de l'exploitation par le Gouvernement. J'ose croire que l'exploitation par le Gouvernement aurait obtenu un essai plus loyal, plus utile et surtout plus heureux de la part de ceux qui y sont favorables et veulent son succès, de la part de ceux qui, dans la situation difficile où ils se trouvaient après des années d'erreurs dans la politique ferroviaire, ont adopté le meilleur et le seul moyen que ce pays pouvait prendre dans ses propres intérêts et pour sa propre protection, c'est-à-dire l'acquisition de ces voies ferrées.